



OCCUPONS WALL STREET

TEMOIN DE CRISE

PIERRE SICARD

Université de Picardie Jules-Verne (Amiens)

L'ampleur et la persistance de mouvements de protestation populaires tel *Occupons Wall Street* constituent indubitablement des marqueurs de crise. Ce terme s'applique néanmoins communément à une variété d'objets, à une diversité de situations. Comment évaluer la profondeur, la gravité de celle-ci ? L'occupation symbolique le 17 septembre 2011 du parc Zucotti, proche du haut lieu de la finance américaine, est le révélateur d'une crise économico-financière qui a évolué en crise sociale et s'est accompagnée d'une remise en cause des institutions politiques. Il paraît relativement aisé de déterminer les critères économiques ou financiers pouvant servir à définir une situation de crise : chute du PIB, hausse du chômage, accroissement des déficits publics, faillites, baisse de la consommation et de l'épargne des ménages... même si la crise affecte différemment les individus ou les entreprises. L'appréciation est plus malaisée en matière sociale ; la récurrence des mouvements, la mobilisation qu'ils suscitent, la radicalité de leurs revendications peuvent sans doute être considérées comme des indicateurs pertinents.

En ce début de XXI^e siècle, on pense spontanément que les États-Unis sont plus à même d'échapper à des crises profondes et durables. Ils paraissent en effet plus susceptibles que des puissances moindres de percevoir les dividendes de la domination. Le dynamisme de leur économie devrait accélérer les sorties de crise. Les outils de régulation à la disposition de l'État devraient également y contribuer tandis que l'intolérance vis-à-vis de ses manifestations prolongées incite ses gouvernants à prendre toutes les mesures nécessaires au retour à la croissance. Les États-Unis, plus que tout autre pays démocratique, se caractérisent par une culture faisant de la prospérité un droit acquis.

L'apparition de la crise est facilement identifiable : en août 2007, le Dow Jones et le Nasdaq s'effondrent à la suite d'une chute brutale des prix de l'immobilier causée par la crise du crédit à haut risque (*subprime mortgage crisis*). L'effet de contagion est immédiat sur les grandes places financières européennes et asiatiques. La Réserve fédérale doit rapidement organiser le sauvetage de la banque d'affaires Bear Stearns ; Fannie Mae et Freddie Mac (spécialisés dans l'octroi et le refinancement de crédits hypothécaires) sont mis sous tutelle ; Lehman Brothers fait faillite ; il faut mettre en place un plan de sauvetage du secteur automobile, etc.¹ Les éléments à l'origine probable de la crise sont moins immédiats : cadeaux fiscaux de la présidence Bush, deux conflits extérieurs improprement budgétés, spéculation débridée...

L'un des facteurs aggravants de cette crise économique-financière est sans nul doute un désaccord idéologique qui porte tant sur ses causes que sur les remèdes qu'il convient d'appliquer. Des républicains au libéralisme intransigeant critiquent vigoureusement les plans de sauvetage puis de relance, qu'ils émanent du tandem Bush-Paulson ou de la nouvelle équipe Obama. Leurs critiques virulentes débouchent en avril 2009 sur l'émergence du mouvement du *Tea Party*. Une contre-offensive à cette vague de fond est plus longue à se dessiner. Elle est nourrie de la déception des espoirs qu'avait suscités l'administration Obama. Elle exige une réhabilitation du rôle de l'État, mais sur des bases révisées.

Occuons Wall Street partage, de façon peut-être inattendue, un certain nombre de caractéristiques avec le mouvement du *Tea Party* : une même exaspération à l'égard de la crise ainsi que des fauteurs de crises, Wall Street en tête ; un même rejet du monde politique tel qu'il s'incarne dans le microcosme washingtonien. L'un et l'autre traduisent une réaction spontanée de la base (*grassroots*) qui s'organise en dehors des structures partisans existantes. Mais OWS (*Occuons Wall Street*) diffère sensiblement du *Tea Party* par sa composition. Initialement, ses membres sont jeunes ; on trouve des étudiants étranglés par les remboursements de leurs emprunts lorsqu'ils sont sans emploi ; ils sont aussi majoritairement blancs. Ils forment les « *have-nots* » (les laissés-pour-compte du partage de la richesse créée) impatients de la confiscation du pouvoir par les « *haves* » (les nantis). Par leur mobilisation, ils revendiquent une nouvelle donne. Leur rhétorique est volontiers radicale, invoquant le printemps arabe. Elle semble hésiter entre

¹ On peut retrouver quelques étapes du déroulement de cette crise dans *Chronologie des États-Unis* du même auteur (Points Histoire. Paris : éditions du Seuil, février 2011).

rupture et réformes. Contrairement au *Tea Party*, les dysfonctionnements institutionnels poussent le mouvement à un rejet du politique dans une condamnation qui demeure peut-être aussi vague que globalisante.

Une réaction, mais à quelle crise ?

Il n'existe pas de consensus sur ce qui fait crise. Cette dernière est néanmoins identifiable par la réaction qu'elle suscite. Il est symptomatique que la revue *Time* ait élu le protestataire personne de l'année 2011. Au visage de Barack Obama, Ben Bernanke, Mark Zuckerberg, respectivement hommes de l'année 2008, 2009 et 2010, succède la figure de la contestation qui traduit la colère ressentie par une large part de la société américaine.

Le slogan d'OWS rassemble dans un front du refus la quasi-totalité des citoyens : « Nous sommes les 99 % ». Si pour Saul Alinsky² l'atout essentiel des « *have-nots* » réside dans le nombre, ceux-ci détiennent une première clé du succès. Le chiffre qui symbolise cette écrasante majorité se jugeant victime de la crise découle d'une étude de 2003. Celle-ci oppose le 1 % le plus élevé en termes de revenus et de patrimoine aux 99 % restants. Les premiers ont été les principaux bénéficiaires des réductions d'impôts, de la hausse des revenus du capital, de bonus indécents, de parachutes dorés, de retraites chapeaux... Ils constituent une petite caste de privilégiés notamment du fait de leur capacité d'influence sur le pouvoir politique. La protestation des 99 % est causée par le sentiment d'iniquité dans le partage des fruits de la croissance et par la surdité des gouvernants.

La crise qui s'éternise depuis 2007-2008 ne peut qu'exacerber la contestation. L'absence de réel correctif, un fardeau qui pèse lourdement sur les mêmes épaules sont moins aisément tolérés. Les comportements spéculatifs, les placements frauduleux qui ont précipité la ruine des petits épargnants, l'incitation irresponsable à l'emprunt sans prise en compte des capacités de remboursement, la nécessité de sauvetage sur fonds publics des institutions financières menacées par la faillite n'ont en effet pas été sanctionnés. Les recommandations de Paul Volcker, l'ancien président de la Réserve fédérale, ont été édulcorées et Wall Street sort largement indemne d'une crise qu'elle a pourtant précipitée. Des doigts accusateurs pointent en direction de l'entourage immédiat de l'actuel président : Bill Daley, Jack Lew, son ancien et nouveau directeurs de cabinet sont issus des grandes institutions financières, J.P. Morgan-Chase et Citigroup. Ce sont ces établissements puissants qui assurent les contributions les plus significatives

² Alinsky, Saul. *Rules for Radicals*. Vintage Books. New York: Random House, 1971 : 19.

au financement des campagnes électorales. Ils ont favorisé Obama aux dépens de McCain en 2008 et le président démocrate a naturellement escompté qu'ils continuent de le faire. Dans le même temps, la procédure de saisie des maisons hypothéquées (lorsque leurs propriétaires s'avèrent incapables d'honorer leurs engagements) est automatisée. Ceci signifie que les banques, contrairement à leurs promesses, n'examinent pas même sommairement la situation individuelle de ceux qui en sont les victimes.

Si Wall Street et son emprise sur le monde politique sont presque unanimement blâmés, les causes d'une crise persistante et les moyens permettant une sortie sûre et rapide divisent l'Amérique. L'intransigeance des républicains, aiguisée par le mouvement du *Tea Party*, apparaît totale. Ceux-ci répudient l'héritage Bush pour son abandon des canons libéraux lors de la mise en œuvre du plan Paulson (voir Rick Perry,³ qui à l'automne dernier faisait figure de favori dans la course à l'investiture républicaine). Ils font de l'élimination de la dette fédérale une priorité absolue quelle que soit la cure d'austérité nécessaire. Ils excluent absolument tout relèvement des impôts sur les plus fortunés, trouvant la pression fiscale déjà trop élevée. Ils jugent par ailleurs que cette solution de facilité ne pourrait qu'aggraver l'irresponsabilité d'un État fédéral incapable de rigueur budgétaire comme d'élus toujours prêts aux compromis indolores.

Face à l'ascendant républicain et à la vigueur de la mobilisation du *Tea Party*, une autre analyse de la crise tarde à se manifester avec conviction. Une tentative est esquissée avec un *Coffee Party* qui, en mars 2010, veut se constituer en pendant et en alternative. Des mouvements progressistes comme *Move-on.org*, *The American Dream Movement* d'Anthony Kapel Van Jones (l'ancien responsable des questions énergétiques de l'administration Obama) tentent de se mobiliser autour de la défense du rôle régulateur de l'État. Les syndicats s'efforcent de résister à la remise en cause de leurs droits à négociation comme ceci à été spectaculairement le cas à Madison, Wisconsin. Il faut attendre l'initiative du 17 septembre pour que s'impose un mouvement populaire qui prenne une dimension nationale et acquière une visibilité incontestable. Pour OWS, la crise c'est le dépouillement des 99 % au profit des 1 % ; c'est un système institutionnel à la fois paralysé et corrompu. D'autres priorités comme l'emploi, la protection des clients (notamment des institutions financières), des limites apportées à la globalisation et aux délocalisations doivent être retenues. Il faut reconstruire l'Amérique économique, sociale et politique sur d'autres bases.

³ Perry, Rick. *Fed Up! Our Fight to Save America from Washington*. New York: Little, Brown & Co., 2010 : 72 et 180.

La société civile autrement ?

Comment y parvenir ? Dès les débuts de la république américaine, les citoyens se sont saisis de questions qu'ils considéraient comme étant soit hors du champ de l'action publique, soit négligées ou prudemment laissées de côté par le pouvoir politique. Sur les grandes questions nationales comme l'esclavage ou la tempérance, les mouvements de la société civile ont hésité sur le choix du mode d'action le plus efficace : faut-il utiliser la mobilisation des membres et militants pour faire pression sur les partis politiques dominants ou au contraire créer des partis autonomes plus susceptibles de faire adopter les lois requises ? Cette interrogation a divisé les réformateurs tout au long du XIX^e siècle. La réponse a néanmoins été apportée par l'échec du plus formidable défi lancé aux démocrates et aux républicains, la coalition entre l'*Alliance des Fermiers* et les *Chevaliers du Travail* formant le Parti populiste en 1891. La récupération du mouvement par les démocrates lors de la présidentielle de 1896 et la défaite face à William McKinley ont sonné le glas de l'espoir entretenu d'une remise en cause de l'emprise des deux grands partis. Aussi les mouvements de la société civile qui se multiplient à compter des années 1960 optent-ils pour la pression sur l'un ou l'autre parti. Les plus puissants d'entre eux constituent autant de factions au sein de ces deux partis. Le plus habile au plan tactique, la *Coalition Chrétienne*, parvient à infiltrer ses militants au cœur même de l'appareil partisan républicain et à coopter ses élus par le biais des primaires.

La gageure pour OWS ou le mouvement du *Tea Party*, une fois acquise une visibilité suffisante auprès de l'opinion publique, est de convertir celle-ci en moyen de pression efficace. Traditionnellement, c'est en direction des partis dominants que cette pression s'est exercée. Une percée nationale n'est pas évidente dans un paysage médiatique constamment saturé ; faire admettre ses objectifs comme étant prioritaires l'est moins encore, particulièrement quand ceux-ci entrent en conflit avec ceux de factions déjà installées au sein de l'un de ces deux grands partis.

Le mouvement du *Tea party* a franchi avec succès ces étapes liminaires. Mouvement spontané (en dépit d'interrogations initiales sur des manœuvres souterraines de groupes ou *Think Tanks* républicains), il s'est doté de chapitres ou sections sur l'ensemble du territoire lui conférant une forte assise locale. Une source de faiblesse au plan organisationnel tient cependant à l'absence de « leader » ; l'inspiration vient pour partie de Sarah Palin et de sa croisade pour les valeurs conservatrices lors de la

présidentielle de 2008, pour partie de Ron Paul et de ses convictions libertaires. La vigueur du mouvement lui a permis par le jeu des primaires (modèle repris à la *Coalition Chrétienne*) de s'installer comme l'une des factions les plus influentes au sein du Parti républicain grâce aux élections de mi-mandat de 2010. Il s'est montré capable de peser sur ses orientations majeures en matière de fiscalité, de décisions budgétaires, de plafonnement de la dette fédérale.

OWS est en quelque sorte un frère siamois et un anti-*Tea Party*. Il a su faire preuve de la même force de mobilisation au plan local (avec une coordination nationale assez convaincante) et ses militants font montre de la même détermination. Sa percée a paradoxalement été facilitée par le *Tea Party* disposant déjà d'une bonne reconnaissance médiatique. Mais sa configuration, sa culture et plus encore ses objectifs sont sensiblement différents. Plutôt que de grandes manifestations nationales comme celle du *Tax Day* (jour auquel doivent être renvoyées les déclarations d'impôts aux États-Unis) d'avril 2009 qui lance le mouvement, OWS a opté pour une mobilisation destinée à s'inscrire dans la durée afin d'accroître sa visibilité (à laquelle ses tentes contribuent). Elle est rendue possible, disent ses détracteurs, par le fait que nombre de ses membres sont chômeurs et que, comme pour les Indignés en Espagne, le mouvement attire des étudiants préoccupés par une économie en crise. Sa marginalité tient également à ses origines. Le mouvement est lancé par une revue canadienne *Adbusters* qui entend combattre les excès d'une société trop exclusivement tournée vers la consommation. Il est initialement conseillé par un universitaire anarchiste, David Graeber. Il est soutenu par *Anonymus*, réseau informel de *hackers*, qui se pose en héritier de *Wikileaks*.

De ces derniers, le mouvement tire une culture horizontale (beaucoup plus marquée que le *Tea Party*) que les mouvements traditionnels de la société civile s'efforcent de dépasser rapidement afin de se constituer en organisation nationale solidement structurée. Cette culture est entretenue par ses modes de communication préférés : le recours aux réseaux sociaux, en particulier Twitter. Dès le 19 septembre (soit le surlendemain de l'occupation effective de Zucotti Park), est mis en place un site *Occupy Together* par deux internautes du Nebraska qui n'ont pas pu faire le voyage jusqu'à New York. Il permet d'assurer un autre lien commode entre les branches du mouvement qui se créent dans les grandes agglomérations américaines. Une assemblée générale ouverte à tous facilite la mise en commun des propositions émanant des 70 groupes de travail. Une déclaration générale est rapidement élaborée mais ne requiert pas l'adhésion de tous ceux qui se réclament du mouvement. Au-delà d'une coordination souple, les actions sur le terrain sont décidées de façon largement

autonome : occupation du port d'Oakland ici, volonté de prévenir les saisies ailleurs.

S'impose cependant un consensus indéniable : il faut refuser l'institutionnalisation du mouvement que le *Tea Party* a très vite choisi. Le changement doit s'opérer hors des urnes. La défiance est grande à l'égard du monde politique qui inspire le dégoût partiellement traduit par Jean-François Kahn dans *Menteurs* !⁴ Le système est corrompu ; il convient donc de se garder de toute tentative de récupération et pour certains, plus radicaux, de s'en défaire. Le rejet vaut pour les deux partis et bien que certains candidats s'en revendiquent (comme Elisabeth Warren qui veut reconquérir le siège de sénateur du Massachusetts précédemment occupé par Ted Kennedy), OWS a refusé d'endosser quelque candidat que ce soit. OWS est autrement et ailleurs.

OWS et le politique

Le rapport du mouvement au politique est assez inédit. Si ses modes de communication interne s'accommodent de l'horizontalité de sa culture, la communication externe est plus problématique. Le relais en direction de l'opinion publique reste principalement assuré par les médias traditionnels. Le mode occupationnel répété en de nombreux points du territoire interdit une indifférence prolongée. Le mouvement a suscité un intérêt prudent pour certaines chaînes télévisées, une hostilité plus franche pour d'autres. Les minorités se reconnaissent peu dans cette démarche inhabituelle en dépit du soutien apporté pour la communauté noire par le révérend Jesse Jackson, qui l'a comparé à la lutte pour les droits civiques. Mais la dénonciation des méfaits de Wall Street et le slogan des 99 % ont rencontré un écho majoritairement favorable.

L'interaction avec les maires a été plus ambiguë. Après avoir reconnu la légitimité de la protestation du mouvement, Michael Bloomberg n'a guère apprécié que certains syndicats d'employés municipaux new-yorkais cherchent à tirer parti de la notoriété du mouvement pour faire valoir leurs revendications. Les difficultés logistiques soulevées par l'occupation d'une population sous tente pendant plusieurs semaines (en particulier au plan sanitaire) a aliéné certains riverains et finalement justifié l'éviction pour le maire de New York soucieux des coûts entraînés par ce type de manifestation. Des protestations devant la Maison-Blanche et le Capitole

⁴ Jean-François Kahn. *Menteurs !* Paris : Plon, 2012.

destinées à rappeler aux élus qu'ils sont au service du peuple n'ont guère porté de fruits immédiats.

Les partis ne peuvent quant à eux ignorer un tel mouvement bien longtemps. Son anticapitalisme affiché peut faire sourciller les démocrates mais Wall Street est foncièrement impopulaire. Il faut simplement s'assurer que des termes tels anarchisme ou socialisme ne puissent, par contagion, porter atteinte à l'image du parti. OWS est par ailleurs une force qui ne saurait être négligée en période (pré-) électorale. Après l'offensive du *Tea Party*, le mouvement peut opportunément servir de machine de guerre contre les républicains. Il peut également contribuer à canaliser la colère d'une partie de l'électorat démocrate. Sa protestation peut enfin rendre vie à des pans du projet présidentiel mis à mal par le Congrès. Une convergence existe entre l'insistance de l'organisation telle qu'elle se manifeste dans sa déclaration générale et la volonté de Barack Obama de promouvoir l'emploi par la relance ou encore de préserver son assurance maladie pour tous, réforme décriée à droite.

Aussi après le ralliement des syndicats (le président de l'AFL-CIO, Richard Trumka, apporte à la mi-novembre son soutien au mouvement), ce sont les caciques du parti qui se prononcent en faveur de sa mobilisation : Nancy Pelosi, ancienne *Speaker* de la Chambre et chef de la minorité démocrate dans cette assemblée dominée par les républicains depuis 2010, puis Harry Reid, chef de la majorité démocrate au Sénat. Barack Obama emboîte le pas le 7 décembre 2011 dans un discours qu'il veut très offensif. Le choix du lieu — Osawatomie, Kansas — est très symbolique. C'est là que le 31 août 1910, le très populaire Theodore Roosevelt lance son programme de « Nouveau Nationalisme » qui est un défi à la Vieille Garde du Parti républicain (son parti) accusé d'avoir renoncé à combattre les trusts pour revenir à une politique ultralibérale avec Howard Taft. Le président, réaffirme Roosevelt, doit être le garant du bien-être de tous (*The steward of public welfare*). Barack Obama revendique cet héritage en faisant directement référence à la protestation des 99 %. Les mêmes accents, parfois incisifs, se retrouvent dans son discours sur l'État de l'Union du 24 janvier 2012 : égale insistance sur l'urgence de l'adoption de son plan sur l'emploi mais aussi sur une réforme de la fiscalité par l'adoption de ce qui devient la règle de Buffett ; le célèbre milliardaire, Warren Buffett a souligné le scandale que constitue un taux d'imposition inférieur pour les plus fortunés à celui qui frappe leur secrétaire... Dans le même temps, Tim Geithner, le Secrétaire au

trésor, affiche sa détermination de poursuivre sans faillir ceux que Theodore Roosevelt appelait « *the malefactors of great wealth* ». ⁵

Cette nouvelle ligne offensive, à n'en pas douter influencée par OWS, met le Parti républicain sur la défensive. Celui-ci ne peut se contenter du même rejet sommaire que le mouvement du *Tea Party*. Il faut éviter d'apparaître comme le méchant. Colin Powell, figure respectée, apporte son soutien. Ron Paul exprime sa compassion. Mitt Romney, qui veut prendre une posture modérée, déclare à son tour qu'il sera le président de l'emploi. Surtout, il suggère que le financement des campagnes électorales se fasse sur fonds publics afin de mettre un terme aux liens incestueux entre la haute finance et la politique. Sont temporairement tués les attaques contre la loi Dodd-Frank.

On assiste donc à une réécriture du script politique. Le mouvement du *Tea Party* avait participé à une « droitisation » du discours politique dominant, tirant à sa suite le Parti démocrate vers la droite. Barack Obama avait été tenté de faire des concessions sur les acquis de l'État-providence pour obtenir le relèvement du plafond de la dette en août 2011. L'aliénation d'une majorité d'Américains n'est plus seulement vue sous l'angle présenté par le *Tea Party*. Elle peut être également lue comme une frustration à l'endroit d'un pouvoir exécutif trop timoré dans ses réformes. Un centrisme synonyme de compromis ne suffira pas à reconquérir les suffrages de cette classe moyenne qu'Obama s'engage à sauver dans son message sur l'État de l'Union. Si les lignes de repères bougent, c'est par l'action de ces mouvements qui se situent aux marges.

Dans sa déclaration du 17 mars marquant l'anniversaire du lancement de l'occupation de Zucotti Park, OWS annonce fièrement : « Au cours des six premiers mois, nous avons changé la nature du débat national ; au cours des six mois suivants, nous allons changer le monde ». Après la pause des occupations due à l'hiver et aux évictions, le mouvement prépare une grève générale pour le 1^{er} mai (à laquelle les syndicats ne participeront pas). Sans préjuger de son succès, une mise en perspective requiert que soient considérés les écueils auxquels le mouvement risque de se heurter : un mode d'organisation aussi horizontal est-il tenable à terme ? Plus problématique, comment changer le monde en régime démocratique lorsqu'on refuse le recours aux urnes ? Le mouvement est jusqu'à maintenant resté hermétique aux « conseils » prodigués par Bill Clinton ou Jesse Jackson de se joindre au combat politique.

⁵ *Who shall run this free country?* Theodore Roosevelt, discours du 20 août 1907 à Provincetown, Massachusetts.

Le risque pour le mouvement d'être phagocyté par le Parti démocrate est bien réel. Mais si ses objectifs et son combat continuent de recueillir un tel écho, un échec potentiel dans l'arène électorale ne signifie pas nécessairement la perte de toute influence. Le Parti populiste disparu, le flambeau fut repris par les républicains progressistes avec Theodore Roosevelt puis par le démocrate Woodrow Wilson. Roosevelt s'attaqua vigoureusement aux trusts, réformant selon ses termes un capitalisme trop imbécile pour se réformer par lui-même. Le pouvoir un moment confisqué fut partiellement restitué aux citoyens par les primaires, les référendums d'initiative populaire, le « *recall* » etc. En décidant de rester cantonné dans les marges, OWS ne se condamne-t-il pas, à commencer par l'échéance qu'il se fixe ? Quel bouleversement est susceptible de se produire avant l'échéance des élections de novembre 2012 ? Le jeu politique a toutes chances de suivre inexorablement son cours, avec ou sans OWS. En faisant le pari de l'ignorer dans l'espoir de le transcender, OWS prend le risque d'une marginalisation que le *Tea Party* a pour le moment su éviter.⁶

⁶ Peuvent être consultés le site du mouvement : general@occupywallst.org, les numéros des 11-12 et 13 février 2012 de l'*International Herald Tribune* ainsi que des sites comme *Politico*, *The Huffington Post*, *Fox News*...